Crise au Burundi : L'UA réaffirme le besoin de dialogue et de consensus

@rib News, 28/06/2015 – Source Xinhua L'Union africaine (UA) a réaffirmé la nécessité impérieuse d'ouvrir le dialogue et d'établir un consensus pour parvenir à une solution durable à la crise au Burundi. Le bloc pan-africain a déclaré dans un communiqué publié dimanche qu'il n'observerait pas les élections prévues pour le 29 juin 2015 au Burundi. Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de la Commission de l'UA, a de nouveau exprimé la profonde préoccupation de l'UA face à la grave situation politique et sécuritaire au Burundi dans le communiqué.

La présidente a souligné que l'impasse du processus politique et la multiplication des actes de violence pourraient saper les importants progrès réalisés avec la conclusion de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation en 2000 et de l'accord de cessez-le-feu global en 2003, ce qui aurait de graves conséquences pour la paix et la sécurité au Burundi et pour la stabilité de toute la région. La présidente a rappelé les décisions prises le 31 mai 2015 lors du sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à Dar-es-Salaam et lors de la réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, à Johannesburg, le 13 juin 2015, qui fournissent un cadre pertinent pour une résolution durable et pacifique de la crise en cours. Elle a évoqué, en particulier, la demande faite par le CPS de fixer de manière consensuelle le calendrier des élections et de la reprise du dialogue inter-burundais en vue de créer des conditions propices à l'organisation d'élections transparentes, crédibles, libres et équitables ainsi que de trouver des solutions à toutes les questions sur lesquelles les parties divergent. La présidente a souligné la pertinence de la proposition avancée par l'Equipe conjointe internationale de facilitation (ECIF) sur le Burundi, composée des représentants de l'UA, de l'ONU, de la CAE et de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), pour le report des élections locales, législatives et présidentielles, qui auraient alors eu lieu simultanément le 30 juillet 2015. Mme Dlamini Zuma a profondément déploré que la proposition, soumise conformément aux décisions des chefs d'Etat de la région, du CPS et officiellement communiquée à toutes les parties, y compris au gouvernement burundais, n'ait pas été acceptée. La présidente a appelé de toute urgence le gouvernement et toutes les autres parties à pleinement mesurer les dangers qui menacent leur pays, à répondre positivement aux appels urgents au dialogue et à la retenue lancés par la région, l'UA, le secrétaire général de l'ONU et le Conseil de sécurité, ainsi que par un certain nombre de partenaires internationaux, bilatéraux et multilatéraux. Elle a également appelé à défendre l'intégrité supérieure du Burundi à cette phase cruciale de son histoire, y compris en acceptant la décision de reporter les élections à la date proposée par l'ECIF. La présidente a rappelé leur devoir d'épargner une nouvelle période de difficultés aux conséquences incalculables à leur pays et à leur peuple. Conformément à une décision du CPS en date du 13 juin rappelant que "les conditions nécessaires ne sont pas réunies pour l'organisation d'élections libres, justes, transparentes et crédibles, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance", la Commission de l'UA "n'observera pas les élections locales et parlementaires prévues pour le 29 juin 2015". "En soutien aux efforts de la CAE et de la CIRGL et en étroite coopération avec l'ONU et d'autres acteurs internationaux, l'UA continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider le peuple burundais à surmonter les épreuves imminentes afin de préserver la paix, la réconciliation et la stabilité durablement gagnées au Burundi et de consolider la démocratie et la primauté du droit". Elle a condamné tous les actes de violence et les violations des droits de l'homme. La présidente a rappelé que la CPS avait exprimé le 13 juin dernier sa détermination à prendre toutes les mesures nécessaires contre tous les acteurs burundais dont les actions perpétuent la violence et entravent la recherche d'une solution politique.